



Tunisie: Opposition de masse à la répression des manifestations contre la pauvreté

Par [Antoine Lerougetel](#)

Mondialisation.ca, 05 décembre 2012

[WSWS.org](#)

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#)

Analyses: [Le «Printemps arabe»](#), [LE MAGHREB](#)

Après quatre jours de répression policière des manifestations contre l'abandon des programmes contre la pauvreté et le chômage à Siliana, le président tunisien Moncel Marzouki est sorti vendredi de son silence. Alors même qu'il a demandé au premier ministre Hamadi Jebali du parti islamiste Ennahda de former un nouveau gouvernement, son gouvernement est en train de travailler en étroite collaboration avec les syndicats et les partis de « gauche » petits bourgeois et menace d'envoyer l'armée contre les manifestants.

Dans sa déclaration télévisée, Marzouki a exigé la constitution d'un nouveau gouvernement restreint de « compétences », reconnaissant que les « attentes sont très grandes face à un rendement insuffisant du gouvernement en dépit des efforts fournis. » Il a ajouté, « Nous n'avons pas une seule Siliana. J'ai peur que cela se reproduise dans plusieurs régions, et que cela menace l'avenir de la révolution. »

Ces événements ont eu lieu quelques jours à peine après le second anniversaire de l'immolation par le feu, le 18 décembre 2010, de Mohamed Bouazizi à Sidi Bouzid. Ce suicide avait déclenché une révolte de masse des travailleurs et des jeunes et avait conduit au renversement du président Zine El Abidine Ben Ali le 14 janvier 2011. Ces protestations s'étaient répandues à l'Égypte en forçant moins d'un mois plus tard, le 11 février, le président Hosni Moubarak, autre allié fidèle de l'impérialisme occidental, à démissionner.

Marzouki craint visiblement que les manifestations actuelles deviennent incontrôlables et se transforment en une nouvelle lutte révolutionnaire contre son gouvernement. Durant la nuit de vendredi à samedi, des manifestants qui protestaient en solidarité avec Siliana et les villes avoisinantes de Kef et de Sbeïta ont affronté la police. Samedi, d'autres manifestations de solidarité se sont déroulées à Tunis, Bazerte et Gabès.

Les manifestations se sont poursuivies à Siliana durant le week-end bien que le bilan ait fait état d'environ 300 blessés aux mains de la police, nombre d'entre eux par des tirs de chevrotine causant de graves blessures aux yeux et pour plusieurs victimes une perte de la vue. En représailles, les travailleurs et les jeunes ont attaqué des postes de police et des bâtiments gouvernementaux. Les manifestants ont aussi exigé la libération des prisonniers détenus depuis avril 2011.

L'intérieur du pays souffre d'un sous-développement chronique et connaît un mécontentement croissant face à l'incapacité du gouvernement à rehausser le niveau de vie. L'économie se trouve en récession depuis plus d'un an et l'aggravation de la crise

économique en Europe, qui achète 75 pour cent des exportations de la Tunisie, devrait aggraver le problème. Le taux de chômage dépasse les 18 pour cent.

Vendredi soir, le gouvernement a envoyé l'armée à Siliana, qui est située à 120 kilomètres au Sud-Ouest de la capitale Tunis, pour remplacer la police. Cette politique est élaborée en étroite collaboration avec la bureaucratie de l'UGTT (Union générale tunisienne du travail). Le secrétaire général régional de l'UGTT, Nejib Sebti, a dit à la presse, « Un accord est intervenu entre les syndicats et des responsables de l'armée pour le retrait de la police et la prise en charge (de la sécurité) par les militaires. »

Lors de cette collaboration avec Ennahda pour envoyer l'armée contre Siliana, l'UGTT a été assisté par le Parti communiste des ouvriers de Tunisie (PCOT, rebaptisé maintenant PT ou Parti des Travailleurs), maoïste, d'Hamma Hammami, qui présente l'armée comme étant une armée du peuple.

En fait, l'armée tunisienne travaille étroitement avec Washington, comme le fait l'armée égyptienne. La totalité de l'aide militaire américaine octroyée à la Tunisie depuis la révolution est évaluée à environ 32 millions de dollars, soit près du double du montant accordé juste avant la révolution. L'équipement provenant des Etats-Unis représente environ 70 pour cent de l'inventaire militaire tunisien ; la police reçoit en grande partie son équipement de la France.

L'UGTT est un outil de longue date du régime capitaliste en Tunisie. Le syndicat a joué un rôle clé pour maintenir Ben Ali au pouvoir pendant plus de 20 ans en soutenant ses campagnes électorales et en bloquant l'opposition de la classe ouvrière à son régime. L'année dernière, il avait canalisé les luttes de masse dans une impasse en instaurant une nouvelle constitution bourgeoise qui avait abouti à l'élection d'Ennahda. En tant qu'élément de l'appareil d'Etat tunisien, il est entièrement hostile à la construction d'un Etat fondé sur la classe ouvrière et visant à renverser la bourgeoisie tunisienne et à poursuivre une politique socialiste.

Le gouvernement Ennahda, tout comme le gouvernement des Frères musulmans du président Mohamed Morsi en Egypte, collabore étroitement avec les puissances américaine et européenne pour étouffer et écraser les soulèvements révolutionnaires de la classe ouvrière. Il a soutenu l'OTAN dans la guerre en Libye et assisté de ce fait la mainmise impérialiste sur les ressources énergétiques et minérales stratégiques de l'Afrique du Nord, du Moyen-Orient et de l'Asie centrale.

Les responsables de l'UGTT travaillent maintenant de concert avec Ennahda pour contrôler la classe ouvrière. Vendredi, lors de sa conférence de presse, le premier ministre Hammadi Jebali, a dit avoir rencontré la veille le secrétaire général de l'UGTT, Hassine Abbassi. Il a souligné que, « les deux parties ont exprimé clairement leur volonté d'aller vers le dialogue et l'apaisement. Les véritables solutions consistent à imaginer, ensemble, des projets de développement qui répondent aux attentes des citoyens du gouvernorat de Siliana. »

A Siliana, l'UGTT a exigé la démission du gouverneur régional, Ahmed Ezzine Mahjoubi, et que le gouvernement « invite les syndicats à dialoguer. »

Dimanche, Mahjoubi a en effet démissionné et l'UGTT a cherché à réduire progressivement les protestations en réclamant une « suspension provisoire » de la grève.

Tandis que sa police brutalisait la population de Siliana, le gouvernement Ennahda organisait une foire commerciale du 28 au 30 novembre, promettant au capital étranger des possibilités d'investissement profitables et mettant en avant la compétitivité des entreprises industrielles tunisiennes.

Une réunion qui s'est tenue le 19 novembre à Bruxelles entre des responsables tunisiens et de l'UE a établi un partenariat économique ayant pour « obligation de respecter les principes de l'économie de marché, et le libre échange » ainsi que « la mondialisation de l'économie. » De tels accords consistent tout simplement à accepter le dictat du capital financier, notamment l'imposition de salaires de misère aux travailleurs tunisiens pour concurrencer même les travailleurs les plus mal payés des pays plus pauvres du Tiers monde.

Cette politique jouit d'un vaste soutien au sein de la bourgeoisie tunisienne. Le 29 novembre le journal économique tunisien, *L'Economiste*, a commenté, « Nous ne pouvons nourrir une plus grande ambition en matière d'insertion dans l'économie mondiale et maintenir... cette digue protectrice qui atrophie le développement de ces secteurs, lourdement handicapés par un déficit de compétitivité du fait d'une protection excessive. »

Sur cette base, la Banque mondiale a approuvé le 27 novembre un prêt de 500 millions de dollars à la Tunisie pour le financement de réformes économiques.

Article original, [WSWS](#), paru le 4 décembre 2012

La source originale de cet article est [wsws.org](#)
Copyright © [Antoine Lerougetel](#), [wsws.org](#), 2012

Articles Par : [Antoine Lerougetel](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca